# L'ABEILLE.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ, TOUS LES JOURS, PAR
BARONNE BATON,
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.
"Il faut que l'UNION soit conservée."
JEUDI MATIN, 30 OCTOBRE 1834.


## INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 30 Oct. 1834.

Nous apprenons que Mr. Davis fils a complété la nouvelle troupe du Théâtre de cette ville, à l'exception de la *Duguazon*, qu'il espérait obtenir à Lyon. Le navire *Clotilda*, qui devait partir de Nantes le 25 septembre, nous amènera ces artistes.

Le *Globe* de Washington dit, nous ne savons sur quelle autorité, que vu la conduite récente de la chambre des députés de France dans l'affaire des indemnités, il est probable que durant la prochaine session du congrès il sera proposé des *mesures de représailles* contre le commerce de cette nation. Nous voulait chicaner sur les termes dont se sert le journal officiel, nous demanderons s'il est raisonnable de croire que notre gouvernement veuil le commerce le double objectif de nuire aux intérêts de notre propre commerce et du commerce d'une nation de 33 millions d'habitans, qui est fort innocente des notes des trois cents représentans de trois ou quatre cent mille individus qui habitent dans son sein. Nous vivons dans un siècle et sous des institutions qui heureusement ne permettent pas que de pareilles théories gouvernementales aient cours.

Le *Mérange*, capitaine Woon, parti du Hâvre le 14 sept. est entré hier dans notre port. Par cette voie, nous avons des journaux de Paris du 12 et du Hâvre du 13 du même mois.

Rien de bien important dans le monde politique. Les dernières dates de Madrid sont du 3 septembre; nous publions la séance de la chambre des procérès de cette date; et celle de la chambre des procureurs de la veille. L'importante question de la déchéance de don Carlos n'a été encore qu'effleurée, les procérès semblent trouver la matière ardue; toutefois le projet du gouvernement a été admis presque sans opposition. Les bandes des provinces basques et du bas-Arragon sont dispersées ou démoralisées, et partout le parti de la reine semble prendre une attitude encore plus forte et plus décisive.

Le prétendant continue à se mettre à l'abri des éventualités d'une simple escarmouche; dans l'espoir de le trouver, Rodil a fait fouiller en vain, le 30 et le 31 août, les vallées d'Erro, d'Engoy et de Roncevaux. C'était bien inutilement car, averti par ses espions, don Carlos avait quitté la vallée et était à Escarra le 1er. septembre. Rodil a forcé les moines du couvent de Roncevaux à évacuer la place sous quatre jours.

Jauregay était aussi dans la vallée: il avait des postes à Burguete et à Espinal. Une escarmouche a eu lieu à Oyarzun entre le 6e. bataillon des insurgés de Navarre, qui allait rejoindre don Carlos à Escarra, et quelques compagnies de la reine; on en ignorait encore le résultat.

Le bruit s'est répandu à Bayonne que le fils de Bourmont, chassé de Portugal, avait quitté secrètement Lyon pour aller prendre un commandement sous les ordres de Charles V.

Le 12, le gouvernement français a reçu la nouvelle que la vallée de Roncal s'est levée en masse en faveur de la reine. En somme, toutes les nouvelles d'Espagne s'accordent sur ce point, que le découragement est général dans les rangs des carlistes.

Les rapports de Portugal ne nous apprennent rien de nouveau.

M. Thiers est de retour à Paris et est rentré dans l'exercice de ses fonctions comme ministre. Le maréchal Gérard est toujours malade, et n'a pu reprendre encore ses travaux.

Il est question d'un nouveau remaniement du ministère anglais; on va même jusqu'à dire que M. O'Connell, que les journaux légitimistes disaient n'être revenu en Irlande que pour prêcher l'oubli du passé et le repos de l'avenir, a refusé une place dans le cabinet. On sait que M. O'Connell inclinait depuis peu vers le ministère, mais c'était à condition que les ministres lui laisseraient la direction des affaires d'Irlande. Ses espérances, en cela, avaient dépassé la mesure des possibles. Si on lui a réellement offert d'entrer dans le nouveau cabinet, c'est parce que le roi s'est laissé tromper par ses faux semblants ministériels; mais O'Connell sait bien qu'en renonçant à *défendre* la cause de l'Irlande, il perdrait à jamais la popularité qu'une lutte opiniâtre lui a méritée; et dans une telle alternative il ne pourrait hésiter long-temps.

A peine remis de la défaite qu'il venait d'essuyer devant les assises de la Seine, dans le procès intenté au *National* de 1834, le ministère public a lancé, le 4 septembre, une nouvelle réquisition contre ce journal; il était appelé à comparaître le 16, sous la prévention d'avoir dit à la France, dans un article du 1er. qu'il était républicain et qu'il ne voulait pas de la monarchie. M. Martin du Nord, le digne procureur du roi a vu dans cet article du 1er St. septembre, tous les symptômes de la provocation, non suivie d'effet, au crime prévu par l'article 87 du Code pénal. Dans cet article du Code, il ne s'agit de rien moins que des attentats ou complots contre la vie des membres de la famille royale, ou qui ont pour objet de détruire ou de changer le gouvernement ou l'ordre de suct cessibilité au trône, etc, etc. C'est dire assez que la peine prononcée contre de pareils crimes, est la mort et la confiscation des biens. Toutefois, le *National* nous informe, assez gaiement, que Mr. Martin n'en veut cette fois qu'à la caisse du journal. Espérons que cette nouvelle tentative de la police *philippéenne* contre la liberté de la presse ne sera pas plus heureuse que celle dont nous parlions il y a quelques jours.

### OBSERVATIONS SUR L'EXTRAIT DU JOURNAL D'UN MILITAIRE.

L'extrait du journal d'un militaire, que nous avons publié dans notre dernier numéro, nous a paru vrai sous beaucoup de rapports: mais il est nécessaire que nous relevions quelques erreurs qui s'y sont glissées, afin que l'étranger qui lira cette relation ne soit pas exposé à être trompé.

Le militaire observateur n'a rien dit qui ne soit exactement vrai, au commencement de son récit; mais vers la fin nous avons remarqué qu'il a tantôt flatté, tantôt dénigré notre portrait. Il est probable qu'il n'a rendu compte que de ses sensations qui ont dû être souvent irritables, quand il a dit, en parlant de la vie intérieure des familles: "*Chacun y suit ses inclinations, il y jouit à sa manière, sans éprouver de contrariété de la part de son voisin*"; *le plaisir réel et non la pompe est l'âme de tout ce qui se fait dans les familles; il constitue toute la félicité de ce peuple.*" Sans doute, Mr. le militaire voyageur a pris les exceptions pour la règle peut-être a-t-il été assez heureux pour ne rencontrer que les exceptions; toute quand on écrit pour le public il faut bien se garder de l'illusion en erreur, en lui racontant des faits inexacts. Chaque pays, chaque peuple, même chaque cité, s'abandonne à ses inclinations, n'est pas un pays modèle; car, il y a malheureusement de fort mauvaises inclinations qu'il est fâcheux que l'on puisse suivre. Quant à nous, nous voudrions bien que ce qu'a dit le voyageur, ne fût pas si réel; car nous n'aimons pas qu'il soit permis de satisfaire certaine penchants; nous n'aimons pas à voir des hommes qui peuvent impunément se livrer à l'inclination qu'ils ont au vol, à l'intempérie &c. &c. *Chacun y vit à sa manière, sans éprouver de contrariété de la part de son voisin*: à entendre le *vertueux* militaire, (car il faut qu'il ait une grande somme de vertu pour n'avoir remarqué ici que du bien) on croirait que nous sommes la copie fidèle des premiers chrétiens qui vivaient entre eux en parfaite harmonie. A-t-il remarqué qu'il n'existe pas de ville où il y ait autant d'avocats, qui tous font bien leurs affaires? or, comment ces avocats pourraient-ils vivre, si chacun était toujours plein sans raison?

*Le plaisir réel et non la pompe est l'âme de tout ce qui se fait dans les familles; il constitue toute la félicité de ce peuple.* Belle somme toute à croire que Mr. le voyageur n'eût jamais vu à la Nelle Orléans, ou que s'il y est venu, il n'a jamais mis le pied dans nos salons. Mais ne trouvons aucune différence, quant à la pompe, entre un grand salon de la Nelle Orléans, et un grand salon de Paris.

*Les dames y sont pleines de grâces, d'esprit et de sensibilité sur-le-champ.* Si Mr. le voyageur n'est pas *galant*, du moins il est *galant*; et nous avons quelquefois bien de l'être gentille que lui, est critiquable ce qu'il dit de notre beau sexe.

Mr. le voyageur parle *des dîners* qui s'donnent comme fort extraordinaires à la Nelle Orléans. Entendait-on par *dîner*, un déjeuner. Il veut dire des soirées qui étaient, en effet, fort fréquentées: car, en fait d'*dîners*, nous ne connaissons que ceux qu'on va rien de ordinaire.

Enfin, il regrette en nous quittant la perte. C'est bien assez que nous ayons le malheur d'être visités trop souvent par M. le voyageur qui ne nous a fait que du mal.

POUR MEMOIRE.

année, que fait croire aux étrangers que la peste règne dans la Nelle Orléans.

Les dernières lignes où il est question de la prochaine session de la Nouvelle Orléans, n'ont rien d'exagéré: c'est une justice que nous devons rendre à l'aimable étranger qui a bien voulu nous visiter l'année dernière. S'il daigne revenir une seconde fois au milieu de nous, de qui il entreprend de faire peindre, nous espérons qu'il retrouvera en peu certaines parties de ses tableaux.

Nous trouvons dans le *Journal du Hâvre* l'article suivant à l'égard d'un ancien artiste de cette ville:

"Le premier début de M. Hurteaux, dans le rôle de *Fontainerose du Philtre*, a été accueilli hier avec la faveur la plus marquée, et le public a applaudi à la fois les moyens que possède cet artiste comme acteur, et le goût avec lequel il emploie le bel organe dont il est doué. La première épreuve subie par M. Hurteaux, nous fait espérer que ses deux autres débuts ne seront pas les deux nouvelles occasions de succès, et nous félicitons d'avance la direction d'avoir réussi aussi vite et aussi bien, à combler le vide laissé dans la troupe par le brusque départ de *M. Bailly.*"

### DONALDSONVILLE, 19 Octobre.

C'est avec la plus grande satisfaction que nous insérons dans notre feuille un article pour la roulaison de cette année; il a fallu que chaque habitant fût dans son clos pour prévenir les pertes dont il était menacé; chacun a redressé les plans de canner qui avaient été couchés dans le dernier ouragan, fut l'affaire d'un moment. Déjà nous voyons chez nos voisins la cheminée de leur sucrerie en proie à la *boucane*, déjà des sucres ont été fabriqués qui surpassent, par leur qualité, ceux de l'an dernier et dans cette semaine, tous se préparent à faire faire à leur machine la rotation annuelle.

Notre ville est déserte parce que chaque habitant ne pense qu'aux produits agricoles qui, loin d'être ruineux, n'offrent à leur maître que les plus belles espérances; et les ravages que nous avons éprouvés dans le mois dernier ne nous ont pas assez forts que nous l'avions pensé.

*L'Aigle Américain.*

### FRANKLIN, 25 Octobre.

*Le temps est toujours beau et tempéré, ce qui convient parfaitement aux habitans. Nous apprenons avec plaisir que la canne produit plentifulement, et si nous n'avions pas éprouvé de si forts coups de vent en Septembre dernier, il est probable que l'année 1834 eût été sans exemple, pour sa production, en supposant, cependant, que l'on eût une saison favorable pour la roulaison. M. M. Gordy, habitant du Bayou Sallé, a fait, il y a huit jours, de six arpens de cannes, douze mille livres de beau sucre; on n'a pas à se plaindre.*

### ST. MARTINVILLE, 25 Octobre.

Depuis la publication de notre dernière gazette, plusieurs de nos sucriers ont commencé à rouler, et nous apprenons avec plaisir qu'ils réussissent beaucoup mieux qu'on avait lieu de s'y attendre, après tous les mauvais tems que nous avons éprouvés. Nous avons eu quelques petites gelées dernièrement, et le tems maintenant aussi propice qu'on puisse le désirer pour mûrir les cannes et fabriquer du sucre.

## EXTERIEUR.

### FRANCE.

PARIS, 12 sept.

Il circule en ce moment une prétendue note diplomatique qui aurait été adressée à l'Angleterre par la Russie, l'Autriche, la Prusse, Rome, Sardaigne, Naples et Lucques, et d'après laquelle ces puissances proposeraient d'un commun accord, au gouvernement britannique, de s'entendre immédiatement pour la pacification de la Péninsule espagnole.

En reproduisant quelques articles de ce document, qui nous arrive à la fois de Londres, dans le *Morning Herald*, et de Bordeaux, dans le journal l'*Election*, nous n'avons pas besoin d'ajouter qu'il ne mérite aucune confiance. Il suffit pour s'en convaincre de lire ce que nous en citons:

"Art. 1er. La princesse dona Elizabeth II sera fiancée immédiatement à l'infant don Carlos-Louis, fils aîné de Charles V, né le 31 janvier 1828.

"2. L'infant don Carlos-Louis, quoique fiancé, ne pourra entrer en Espagne avant d'avoir atteint sa 13e année.

"4. La régence espagnole sera confiée d'abord, et aussitôt que les augustes fiançailles seront célébrées, à l'infant don François de Paule de Bourbon.

"5. La reine Marie-Christine quittera immédiatement le territoire espagnol, et on lui accordera une pension honorable et en rapport avec son haut rang.

"6. Ni Charles V ni aucun membre de sa famille ne pourront entrer en Espagne jusqu'après la majorité de l'infant don Charles Louis, son fils aîné, et ce du consentement préalable du gouvernement et des cortès du royaume.

"7. Les puissances signataires de la note se chargeront d'obtenir l'acquiescement de Charles V à ces conditions, dans l'intérêt du bien-être de sa patrie.

"11. Dona Maria da Glorir, reine du Portugal, épousera immédiatement l'infant don François d'Assis, fils aîné de l'infant don François de Paule, né le 13 mai 1927.

"13. Les puissances signataires, l'Angleterre et la France garantiraient *le maintien du gouvernement et des institutions de l'Espagne, telles qu'elles existent aujourd'hui*, et s'entendraient pour arrêter les événemens révolutionnaires, si par malheur il s'en présentait.

"17. Les arrangemens ci-dessus seront approuvés et préalablement proposés à l'approbation des cortès de Madrid et de Lisbonne.

"18. Le gouvernement portugais renouera ses anciens rapports avec la cour de Rome, afin de rétablir la confiance et la bonne harmonie qui existaient entre ce gouvernement et celui de l'église catholique.

—On pensait dans les cercles politiques de Londres qu'il n'y aurait de remaniement ministériel qu'à l'approche de la réunion du parlement, c'est à dire vers le mois de février. Les nouvelles reçues ce matin détruisent cette opinion: elles annoncent que lord Brougham pense sérieusement à se retirer du cabinet; mais que sa retraite ne tourne fait incertaine, puisqu'on ne serait pas éloigné, pour le retenir, de lui offrir la recomposition du ministère. Ce qu'on donne comme positif, c'est la nomination de lord Palmerston au poste de gouverneur des Indes en remplacement de lord Bentinck. On assure qu'il doit partir très prochainement pour prendre possession. Ces nouvelles ont transpiré à la bourse, où elles n'ont causé néanmoins qu'une médiocre sensation. (*Le Temps.*)

—Les mille fusils saisis à Bordeaux étaient destinés à la junte de Navarre, qui les avaient payés 40,000 fr., mais comme il faut que les pots de vin figurent dans toutes les affaires, le compte de fournisseurs ne s'élève dit on qu'à 17,000 francs. Voilà donc 23,000 de droit de courtage dont on grèvera la légitimité de Charles V. On voit que le dévouement légitimiste sait se faire payer.

Mme. Zumalacarregui a reçu l'ordre de quitter Bordeaux, soit pour retourner en Espagne, soit pour aller habiter à son choix, Tours ou Orléans.

PARIS, 10 septembre.

On a reçu aujourd'hui, par voie extraordinaire, des nouvelles de Madrid de 3 au soir. Dans sa séance de ce jour, *la chambre des procérès avait prononcé*, à l'unanimité des membres présens, l'exhérédation de don Carlos et de sa famille. La chambre des procurateurs n'avaient point encore séance et devait continuer le lendemain la discussion des articles de l'importante pétition sur la déclaration de droits.

Des discussions très-vives s'étaient élevées dans le sein de la commission des finances. En résultat, les opinions s'étaient partagées, le 3 au soir, de cette manière: cinq membres s'étaient prononcés pour la reconnaissance intégrale des emprunts des cortès; capital et intérêts arriérés compris, et pour l'amortissement complète des emprunts royaux. Quatre membres avaient opiné, au contraire, pour l'admission de *tous les emprunts étrangers, tant antérieurs que postérieurs* à 1823. Ces commissaires étaient d'avis cependant que l'on devait suspendre entièrement le paiement des intérêts, jusqu'au moment où les chambres auraient pu statuer par le budget général et déterminer la nature et la quotité des remises qui pourraient être appliquées au paiement des dividendes.

La minorité se composait de MM. Pierre Estrada, président, Garcia Carrasco, secrétaire, comte de Las-Navas, marquis de Montevirgen, Miraida. *La minorité opinant pour la reconnaissance de tous les emprunts sans distinction aucune des intérêts*, se composait de MM. Gonzolle, Aguirrecolarie; Crespo de Tejada, marquis de Somerueles.

Ces deux conclusions, très-opposées, contenaient cependant de fond en comble le plan de M. de Toreno. L'opinion de la majorité paraît trop empreinte de passion et trop peu motivée pour être admise par la chambre des procurateurs. Indépendamment de ce qu'il y a de bizarre à étendre une dette que la France opère de son indemnité, dans un moment où, bon gré malgré, tous rendons des services au gouvernement de fait d'Espagne, on ne peut pas penser que la chambre reconnaisse intégralement les emprunts des cortès, lorsque le bonnet de Lodoïska, dans son adresse à la reine d'Espagne, a admis la réduction de moitié proposée par M. de Toreno. Ce serait une chose tout-à-fait inouïe de voir un défenseur obstiné s'emparer d'accorder à son adversaire le double de ce qu'il lui refuse.

L'opinion de la minorité est certainement bien plus équitable dans sa forme; elle laisse, quand au fond, un très grand vague sur la question des intérêts. Reconnaître en entier le capital d'une dette perpétuelle et laisser en suspens la fixation des intérêts n'est ne rien faire; car la valeur d'une semblable dette est absolument à l'appréciation de ceux qu'elle représente; le papier est une chose purement matérielle, les intérêts sont tout; ils servent seuls de base à la fixation de son prix réel.

L'adoption pure et simple du plan de M. de Toreno, mettrait fin à toutes ces incertitudes qui ne profitent qu'aux spéculateurs bien avisés; les petits rentiers sont seuls victimes de cet alternatives de hausse et de baisse.

(*) Le rapport des commissaires de cette chambre, d'après le *Pensionnel*, donnait les mêmes résultats. (*Note du Rédacteur.*)

PARIS, 11 sept.

CORTES. HÉRÉDITÉS.

*Séance de la chambre des procérès du 30 août.*

Le président annonce qu'on va donner lecture de l'admission de M. Cantonnet, concernant les fonds qui n'ont pas encore présenté leurs titres pour être classés dans la dernière catégorie. Après une longue discussion, il a été décidé que les pièces qui ne seraient pas remises précédemment, seront déposées au secrétariat pour y rester à l'appui de [illegible]

[illegible]

POUR MEMOIRE.

chambre, une pétition.

*Séance du 31 août.*

Dans sa séance du 31 août, la chambre a continué la discussion sur le projet de loi concernant l'abolition du vœu de Saint-Jacques. La loi a été adoptée. Avant la fin de la séance, M. Sombra a annoncé que le ministère avait l'intention d'abolir aussi le vœu de Sainte-Anne, qui était onéreux pour l'agriculture.

*Séance du 1er septembre.*

Après la lecture du procès-verbal, le président annonce que l'ordre du jour appelle la discussion sur les pétitions concernant les droits politiques.

M. Trueba: J'appuie la pétition, et je pense qu'aucun sujet n'est plus digne de fixer l'attention de la chambre, puisqu'il s'agit d'assurer aux Espagnols la jouissance des droits sociaux; il est vrai que les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons sont critiques; mais il y a des raisons majeures pour que la pétition soit accueillie favorablement. On dira sans doute que, dans nos travaux parlementaires, nous devons marcher lentement. L'observation est juste, si on ne l'applique qu'aux réformes sociales, attendu qu'elles veulent être traitées avec prudence et maturité; mais il n'en est pas de même des *principes*. Un *principe* doit être établi et sanctionné sur-le-champ. Dira-t-on que l'Espagne n'est pas en état de jouir des droits politiques? Je répondrai que dans les pays les plus civilisés de l'Europe il n'y a de lumières et de l'instruction que dans les classes élevées et non parmi le peuple, qui, à quelques modifications près, est le même partout; mais je puis affirmer sans crainte d'être démenti que les cultivateurs espagnols ne sont pas comme ceux du Midi de la France; ils ont plus d'imagination et de talens naturels.

M. Bendicho: Les lois citées dans la pétition dont nous nous occupons en ce moment existent certainement dans nos codes; mais elles sont environnées d'une foule de lois sourdes et tyranniques. Je désirerais qu'on ajoutât à la pétition la proposition suivante: "Il ne pourra être dérogé à aucune loi en Espagne sans la coopération des cortès." Il s'agit de lois fondamentales; on établit une espèce de déclamation des droits de l'homme, et par conséquent, je crois l'addition nécessaire.

M. Santa-Fé: Il s'agit de savoir si les lois que demandent les pétitionnaires doivent être insérées dans le statut royal, comme lois fondamentales. Je ne le pense pas. Une loi fondamentale constitue l'existence de la société, elle doit passer des bases générales. Si l'on insérait dans le statut royal les lois renfermées dans la pétition, on irait au-delà du but.

M. le Marquis de Falces: Je crois qu'il serait imprudent de faire une déclaration des droits de l'homme, car dans l'état actuel de la nation, la chambre pourrait être forcée de voter d'un moment à l'autre des lois exceptionnelles.

M. Lopez: Je ne puis partager l'opinion de M. Santa-Fé. Je crois que les droits des peuples sont aussi respectables que ceux des gouvernemens; d'ailleurs, S. M. la reine, dans son discours d'ouverture de la session, a invité les chambres à perfectionner le statut royal. En parlant des lois exceptionnelles, M. le marquis de Falces a oublié qu'en Angleterre le gouvernement suspend quelque fois la liberté individuelle, dans l'intérêt de la chose publique.

Un ministre monte à la tribune, et passe en revue les discours qui ont été prononcés. Après avoir fait valoir divers argumens contre ces discours, le ministre demande le rejet des pétitions dans leur forme actuelle.

La chambre décide ensuite, à la majorité de 73 voix contre 36, qu'il y a lieu de voter sur les pétitions; et ensuite, les pétitions ont été admises à la majorité de 71 contre 49.

Le président lève la séance, et annonce que la discussion continuera le lendemain, à dix heures.

CHAMBRE DES PROCÉRÈS.

*Séance du 3 septembre,*

*Discussion sur la déchéance de don Carlos et de sa famille.*

Après l'adoption du procès-verbal, quelques nouveaux procérès prêtent serment. Il est aisé de voir que l'importance de la question qui s'agite a stimulé les retardataires. L'ordre du jour est la discussion de la question de la déchéance de don Carlos. Cette discussion ne peut être fort animée; on sait d'avance que l'opposition, par prudence, est réduite au silence, et qu'aucun membre ne prendra la parole en faveur du prince mal conseillé (*et mal accompagné principe*). La première question mise aux voix est celle de l'adoption ou du rejet du projet dans son ensemble. La chambre adopte, à l'unanimité moins deux membres, qui se sont abstenus de voter: l'un d'eux est M. Sanmartin. La discussion des articles du projet commence.

M. Martinez de la Rosa, qui parle pendant plus d'une heure, s'attache à faire ressortir avec force les principales considérations politiques et les puissantes raisons qui ont déterminé le gouvernement à soumettre aux chambres ce projet de déchéance.

M. le duc de Rivas, secrétaire de la chambre, reconnaît la nécessité de projet qu'il appuie; mais se on lui, la mesure prise par le gouvernement est incomplète. Il aurait dû, dit le noble pair, présenter simultanément à la sanction *législative le projet de loi sur la succession.*

M. Toréno combat cette opinion; il pense qu'une telle confusion aurait été aussi fâcheuse qu'impolitique dans les circonstances actuelles; le moment n'est pas venu de s'occuper de la question de succession; ce serait quand la reine et ses deux filles auront rendu le dernier soupir, ce sera seulement alors que la chambre pourra être appelée à décider à qui reviendrait de droit la couronne d'Espagne.

M. Garcia Hebredos, rapporteur, et M. Caro Manuel prennent successivement la parole en faveur du projet. La séance, après quo ces orateurs ont été entendus, est levée par le président, et la chambre se sépare sans ajournement fixe pour la continuation de la discussion.

PARIS, 12 Septembre.

—On nous communique une nouvelle importante issue des ambassades d'Angleterre et d'Espagne et confirmée par une lettre particulière. Il s'agit de la reconnaissance de l'emprunt des cortès par le gouvernement espagnol. La commission des finances des procurateurs aurait enfin rédigé son rapport. Se fondant sur la convenance de reconnaître avant tout la dette constitutionnelle au paiement de laquelle l'honneur espagnol est engagé bien plus qu'à celui des emprunts royaux, elle admettrait intégralement les emprunts des cortès, sauf à examiner ensuite ce que les ressources du pays permettent de faire pour le reste de la dette étrangère.

Cette décision est toute en faveur de l'Angleterre, puisque tous les bons des cortès sont à Londres et les bons royaux à Paris. (*Le Tems.*)

—La diète helvétique a clos ses séances le 2 septembre. Le rapport relatif à la révision du pacte fédéral n'a pas même été pris en considération.

Sept cantons et demi ne voulaient entendre parler d'aucune révision, deux et demi désiraient une constituante fédérale, deux autres demandaient la représentation proportionnelle à la population, et les dix autres cantons se divisaient en partisans de la révision totale et partisans de la revision partielle.

—Il y a eu récemment dans l'île de Madère, une petite révolte misérable qui a eu très peu de succès. Un prêtre qui l'avait fomentée, a été conduit en prison et s'y est coupé la gorge de désespoir.

—Ce n'est point par l'ambassade de Prusse, dont la circonspection est connue, que le public a été initié dans le secret des représentations du cabinet de Berlin au sujet du retrait de l'*exequatur* de M. Bardewisch, consul à Bayonne, mais par les indiscrétions et les bavardages des apprentis diplomates qui ont envahi le ministère des affaires étrangères. Ces messieurs ont été bien aises d'ébruiter cette affaire, parceque, certains qu'on ne nous déclarerait pas la guerre pour un consul, ils trouvaient une occasion de se mouffer hostiles à la sainte alliance sans aucun danger de compromettre la paix à tout prix. C'est par eux qu'on a su que le gouvernement prussien considérait toujours M. Bardevisch comme consul, malgré le retrait de l'*exequatur*. M. Thiers, qui prend de jour en jour plus d'empire dans le cabinet, a presque usurpé, dans cette circonstance les fonctions de M. de Rigny; c'est lui qui a prescrit la résolution de refuser net et d'*employer pourvoir M. Werther et sa cour.* Louis Philippe l'a laissé faire, par le motif que la sainte alliance avait eu de plus belles occasions de faire la guerre et qu'elle ne tirerait pas l'épée pour un consul carliste.

—On nous écrit de Bayonne, le 7 septembre:

Des lettres de Madrid du 30, de deux personnes dignes de foi, disent que les articles additionnels au traité de la quadruple-alliance ont été discutés en conseil, et que deux ministres seulement ont manifesté le désir qu'une armée française occupât *au moins* les places fortes de la frontière, mais que la majorité du ministère s'y est formellement opposée. Ces détails sont positifs. La reine gouvernadora et la famille royale ont fait leur entrée au Prado, le 29, à Madrid, on croit que c'est la peur du choléra qui a fait prendre cette détermination à la chambre, mais ce n'est qu'un prétexte; le lieu où sa Majesté se trouvait était entouré de bandes de factieux qui, chaque soir, jetaient l'alarme au château.

Pendant que l'Espagne est sur un volcan, notre ministère est dans une sécurité dont rien n'approche. La reine n'a pas connaissance, de ce qui se passe dans le royaume: les carlistes conquièrent, tout le monde le voit, et, cependant, leurs fautes restent impunies. La péninsule est dans un état de fermentation qui doit nécessairement entraîner de grandes commotions. La fatal *Marfil* vient de recevoir un coup de feu à la *Seine*. Il y a tout de raisons à ce sujet que nous n'osons en rapporter aucune.

Rodil a défait Verdier de fortifier divers points de la frontière; on travaille à force à Elizondo, qu'on avait négligé jusqu'aujourd'hui; des maçons ont été envoyés de Pampelune pour construire un fort, et deux pièces d'artillerie ont été placées provisoirement par une tour de l'église. Le général a, d'ailleurs, laissé dans cette ville 1,000 hommes de garnison et 50 chevaux; à Urdax, il a aussi laissé 500 hommes et il fait fortifier ce point. Il paraît que les trop peu de la reine n'ont pas pour but de tuer les carlistes, de grands approvisionnemens de vivres sur la frontière, car elles ont fait demander du pain, du vin et de l'eau-de-vie aux troupes françaises qui se trouvent de Béhobie à Saint-Jean-de-Luz.

Trois personnes ont été arrêtées dans les environs d'Urdach, les troupes de la reine ayant avoir fait une course pour [illegible]

[illegible]

[illegible]

[